

Produire ou périr

Publié le 16 juillet 2026

Face aux crises actuelles qui secouent le monde, sanitaires, géopolitiques, énergétiques, technologiques...la souveraineté n'est plus un simple horizon politique, elle redevient pour tous un impératif stratégique. Mais la souveraineté ne se limite pas à l'indépendance politique : elle implique aussi la capacité économique, industrielle et technologique d'un Etat à assurer son fonctionnement en toute autonomie. En cette période de recherche de sujets consensuels, l'industrie semble en bonne place pour mettre tout le monde d'accord. La France peut-elle encore prétendre à la souveraineté, à la prospérité et à la puissance si elle ne produit plus assez ? La pandémie de 2020 a tristement mis en lumière nos fragilités sur des secteurs stratégiques, d'où l'ambition du gouvernement de faire de la réindustrialisation une priorité nationale. Mais réindustrialiser ne saurait se réduire à un slogan politique. La question est aussi de savoir quelles contraintes il va falloir dépasser pour redevenir une économie de production. Énergie, foncier, compétences, délais, financement, normes : tout le monde veut des usines, mais est-on prêts à accepter les conditions réelles de leur retour ?

La désindustrialisation, une longue histoire

La désindustrialisation de la France ne date pas d'hier. Dès le milieu des années 70, on constate un revirement politique, qui sonne le glas de l'approche gaullienne visant à stimuler notre industrie. De 1980 à 1989, la part de l'emploi manufacturier passe de 22,1 % à 17,8 %. Cette première baisse s'explique en partie par le recours à l'externalisation de certaines activités, et les baisses qui s'ensuivirent n'ont fait que confirmer cette tendance. On estime ainsi que l'industrie française a perdu 1,9 million d'emplois entre 1980 et 2007, soit 36 % de ses effectifs. Et l'Europe n'est pas en reste ! Partout s'installent des dynamiques défavorables à l'industrie.

Délocalisation vers des pays à bas coûts, automatisation, mondialisation des échanges... l'économie des pays européens s'est ainsi transformée en une économie post-industrielle marquée par une forte tertiarisation. Ce processus se caractérise par la fermeture de nombreux sites de production, la disparition de savoir-faire et la perte de millions d'emplois. En dépit de l'objectif fixé par le président de la République à travers le plan France 2030 lancé en octobre 2021, avec 54 milliards d'euros déployés sur cinq ans pour réindustrialiser le pays, investir massivement dans les technologies innovantes et soutenir la transition écologique, la France a de nouveau perdu des usines en 2024 et 2025 selon une étude du cabinet Trendeo. De quoi relancer le débat sur le besoin de réindustrialisation. Mais comment faire ?

De multiples contraintes

La relocalisation industrielle constitue un enjeu stratégique majeur mais elle se heurte à de multiples contraintes structurelles. La volonté politique de réimplanter des usines ne suffit hélas pas à garantir leur succès. Les industries modernes consomment notamment d'importants volumes d'énergie et la transition énergétique impose des coûts supplémentaires qui affectent la compétitivité. Les sites industriels nécessitent par ailleurs des terrains vastes et bien desservis. Le foncier industriel en France est limité et coûteux et la pression urbaine complique les implantations. Les usines modernes, de plus en plus robotisées nécessitent aussi des personnels, techniciens et ingénieurs qualifiés. Certes depuis plusieurs années, l'accent est mis sur la revalorisation des métiers industriels et l'apprentissage, mais la route est encore longue. Autre contrainte, les délais. On ne construit pas une usine du jour au lendemain. Cela peut prendre de trois à sept ans, un horizon parfois incompatible avec les attentes politiques de

résultats rapides. Les investissements sont également très élevés et les aides publiques souvent insuffisantes. Qui plus est, en France le capital productif est lourdement taxé, ce qui freine certains investisseurs potentiels. Enfin, les normes et réglementations, nationales ou européennes, sont autant d'obstacles. Comme le souligne l'Institut Montaigne, « les standards français, élevés en matière de sécurité, d'environnement et de droit du travail, assurent la durabilité, mais augmentent le coût et ralentissent le déploiement ». Vouloir des usines est une chose ; accepter les conditions réelles de leur retour en est une autre. A toutes ces contraintes s'ajoute également l'opposition de collectifs de riverains ou d'opposants environnementaux qui disent : « des usines oui, mais pas dans mon jardin ! » Pour être couronnée de succès, la relocalisation industrielle exige donc une planification intégrée, combinant énergie, foncier, compétences, délais, financement et conformité aux normes. La souveraineté industrielle française ne pourra se renforcer que si l'ensemble de ces conditions est accepté et intégré dans une stratégie cohérente, impliquant des compromis économiques et sociaux.

Quelles solutions ?

Sans industrie, on dépend des autres, avec tous les aléas que cela implique. Les Français ne sont d'ailleurs pas dupes et une récente étude Ifop montre que les trois quarts d'entre eux voient l'industrie comme un secteur d'avenir. Mais seule la moitié considère encore la France comme une grande puissance industrielle et ils sont autant à penser que le secteur ne reçoit pas l'aide dont il aurait besoin de la part des pouvoirs publics. Pour garantir la compétitivité de l'industrie française et l'aider à réussir sa transition, plusieurs solutions s'imposent. Parmi elles, garantir l'accès à une énergie décarbonée, abondante et abordable. La crise actuelle autour du détroit d'Ormuz en est une preuve criante ! Face aux mesures protectionnistes américaines et chinoises, l'Europe doit par ailleurs rétablir des règles du jeu équitables et développer une politique d'achats publics favorisant les produits français et européens plutôt que ceux importés à bas coût. Investir dans l'industrie verte est aussi une nécessité. Autre levier : la formation. Les métiers industriels sont en moyenne 20 % mieux rémunérés que ceux du tertiaire. Il faut donc continuer de revaloriser les formations professionnelles et renforcer la formation continue pour accompagner les mutations technologiques. Mais il serait illusoire et dangereux de vouloir réindustrialiser tous azimuts. Il est indispensable d'identifier une liste de productions stratégiques à relocaliser en priorité. Au-delà des investissements, France 2030 vise également à faire émerger les leaders de demain sur l'ensemble du territoire. « L'objectif annoncé est de réindustrialiser le pays, de manière décarbonée au travers de l'innovation et en donnant un élan suffisant pour voir émerger des nouveaux grands groupes industriels », souligne le directeur exécutif Innovation de Bpifrance. Pour lui, l'effort doit se concentrer sur trois domaines : la souveraineté (santé, défense, énergie, alimentation), les savoir-faire historiques (aéronautique, luxe, pharmacie, agroalimentaire, machines-outils) et les technologies de rupture (batteries, biotechnologies, hydrogène, intelligence artificielle, quantique, semi-conducteurs). Au-delà d'être un enjeu de souveraineté, la réindustrialisation est aussi un enjeu de cohésion sociale et territoriale. Elle permet de créer des emplois stables et bien rémunérés, qui assurent les financements de notre modèle social. Une industrie forte est la condition d'un État-providence solide. Il est donc temps d'agir avec ambition. La France a les ressources pour redevenir une grande nation industrielle. Encore faut-il qu'elle se donne les moyens de mobiliser pleinement ses atouts.

La France : un pays industriel malgré tout ?

En dépit de la désindustrialisation progressive de son économie, la France reste pourtant un pays industriel. L'industrie de l'Hexagone est classée au 3e rang européen et au 5e rang mondial et 96,5 % des exportations françaises sont composées de produits industriels. En outre, le « made in France » demeure un gage mondial de qualité et de fiabilité.

Notre pays a encore des secteurs où il est compétitif, mais sa dépendance dans les technologies critiques et l'énergie constitue un point faible majeur. Si la France veut préserver sa souveraineté, elle devra relancer la production locale dans ces domaines et investir dans l'innovation stratégique. C'est toute l'ambition du président

de la République et de France 2030. « Pour réussir la réindustrialisation, il va falloir mettre beaucoup de cœur, d'émotion et de solidarité collective. Et tout cela se passe dans les territoires », observe Nicolas Dufourcq, le directeur général de BPIFRANCE.

La pénurie de main-d'œuvre, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, la hausse des coûts de production, la complexité de la réglementation et l'obsolescence des infrastructures constituent des défis majeurs à relever pour réussir cette industrialisation que tout le monde appelle de ses vœux. « L'histoire de l'industrie est le livre ouvert des facultés humaines », écrivait Karl Marx, comment en écrire avec succès les nouveaux chapitres ? Quels moyens faudra-t-il mettre en œuvre pour enfin passer du rêve à la réalité ? Et par où commencer ?

Réponse le 26 août lors du débat « Produire ou périr ». ► [Plus d'infos sur laref.org](https://laref.org)